



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NÚMERO — 3\$60

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 2 exemplares anunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS			
As três séries . . .	Ano 360\$	Semestre	200\$
A 1.ª série	140\$	“	80\$
A 2.ª série	120\$	“	70\$
A 3.ª série	120\$	“	70\$

Para o estrangeiro e ultramar acresce o porte do correio

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 4\$50 a linha, acrescido do respectivo imposto do selo. Os anúncios a que se refere o § único do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 37 701, de 30 de Dezembro de 1949, têm a redução de 40 por cento.

SUMÁRIO

Ministério dos Negócios Estrangeiros:

Decreto-Lei n.º 40 327 — Aprova, para adesão, a Convenção Internacional para facilitar a passagem das fronteiras aos viajantes e bagagens transportados por caminho de ferro, assinada em Genebra em 10 de Janeiro de 1952.

Decreto-Lei n.º 40 328 — Aprova, para adesão, a Convenção Internacional para facilitar a passagem nas fronteiras das mercadorias transportadas por via férrea, assinada em Genebra em 10 de Janeiro de 1952.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares

Decreto-Lei n.º 40 327

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. É aprovada, para adesão, a Convenção Internacional para facilitar a passagem das fronteiras aos viajantes e bagagens transportados por caminho de ferro, assinada em Genebra em 10 de Janeiro de 1952, cujo texto, em francês e na respectiva tradução, é o seguinte:

Convention Internationale pour faciliter le franchissement des frontières aux voyageurs et aux bagages transportés par voie ferrée

Les soussignés, dûment autorisés,
Réunis à Genève, sous les auspices de la Commission économique pour l'Europe,
Afin de faciliter le franchissement des frontières aux voyageurs et aux bagages transportés par voie ferrée,
Sont convenus des dispositions suivantes:

TITRE I

Création et régime des gares-frontière à contrôles nationaux juxtaposés

ARTICLE PREMIER

1. Sur chacun des itinéraires ferroviaires utilisés par un courant important de voyageurs internationaux et franchissant la frontière de deux pays limitrophes, les autorités compétentes de ces pays, dans tous les cas où les contrôles pendant la marche des trains ne peuvent pas être effectués de façon satisfaisante, examinent conjointement la possibilité de désigner d'un commun accord une gare proche de ladite frontière, dans laquelle s'effectuent les contrôles prévus par la législation des deux pays en ce qui concerne l'entrée et la sortie des voyageurs et des bagages.

2. Lorsque deux pays limitrophes désignent plusieurs gares de cette nature le long de leur frontière commune, ces gares sont situées, autant que possible, en nombre égal, de chaque côté de ladite frontière.

ARTICLE 2

1. Chaque fois qu'une gare est désignée conformément à l'article premier, il est créé une zone dans laquelle les fonctionnaires et agents des administrations compétentes du pays limitrophe du territoire où cette gare est établie (appelé ci-après «le pays limitrophe») sont autorisés à effectuer les contrôles des voyageurs franchissant la frontière dans l'un ou l'autre sens, de leurs bagages, ainsi que des colis transportés par les trains internationaux de voyageurs.

2. Cette zone comprend en général:

- a) Un secteur déterminé de la gare;
- b) Les trains de voyageurs et la section de voie sur laquelle ces trains stationnent pendant toute la durée des opérations de contrôle;
- c) Les portions de quais et de voies déterminées, dans chaque cas d'un commun accord, par les administrations compétentes des pays intéressés; et
- d) Les trains de voyageurs entre la gare et la frontière du pays limitrophe.

ARTICLE 3

L'application, à l'intérieur de la zone créée conformément à l'article 2, des lois et règlements du pays limitrophe, ainsi que les pouvoirs, droits et obligations propres, dans cette zone, aux fonctionnaires et agents

des administrations compétentes de ce pays, font l'objet d'accords bilatéraux entre les autorités compétentes des pays intéressés.

ARTICLE 4

1. Les administrations compétentes des pays intéressés déterminent par des accords particuliers les locaux nécessaires aux services du pays limitrophe à l'intérieur de ladite zone, ainsi que les conditions dans lesquelles l'administration des chemins de fer du pays sur le territoire duquel la gare est établie fournit, pour lesdits locaux, le mobilier, l'éclairage, le chauffage, le nettoyage, les liaisons téléphoniques, etc.

2. Les objets nécessaires au fonctionnement des services du pays limitrophe sont importés à titre temporaire et réexportés en exonération de tous droits de douane et taxes, sous réserve de déclarations régulières. Les interdictions ou restrictions d'importation ou d'exportation ne s'appliquent pas à ces objets.

ARTICLE 5

1. Les locaux affectés aux services du pays limitrophe, à l'intérieur de la zone créée conformément à l'article 2, peuvent être désignés à l'extérieur par une inscription et un écusson aux couleurs nationales dudit pays.

2. Les fonctionnaires et agents des administrations compétentes du pays limitrophe doivent porter l'uniforme national ou le signe distinctif prescrit par les règlements dudit pays.

3. Les fonctionnaires et agents des administrations compétentes du pays limitrophe, appelés à se rendre dans la gare pour l'exécution des contrôles prévus par la présente Convention, sont dispensés des formalités de passeports. La production de leurs pièces officielles suffit à justifier de leur nationalité, de leur identité, de leur qualité et de la nature de leurs fonctions.

4. Les fonctionnaires et agents mentionnés aux paragraphes 2 et 3 du présent article reçoivent, dans l'exercice de leurs fonctions, la protection et l'assistance dont bénéficient les fonctionnaires et agents correspondants du pays sur le territoire duquel la gare est établie.

5. Des exonérations d'impôts et de taxes peuvent être consenties, par les accords bilatéraux prévus à l'article 3, aux fonctionnaires et agents du pays limitrophe résidant dans le pays sur le territoire duquel la gare est établie.

6. Les accords bilatéraux visés à l'article 3 détermineront:

- a) L'effectif maximum de fonctionnaires et agents des administrations compétentes du pays limitrophe autorisés à effectuer des contrôles dans la zone créée conformément à l'article 2;
- b) Les conditions dans lesquelles leur rappel peut être requis; et
- c) Les conditions dans lesquelles ils peuvent être porteurs de leurs armes et s'en servir dans l'exercice de leurs fonctions à l'intérieur de ladite zone.

ARTICLE 6

1. Les contrôles s'effectuent, en principe, à l'intérieur des voitures directes à intercirculation des trains internationaux, dans tous les cas où de telles voitures sont utilisées. Les fonctionnaires et agents des chemins de fer apportent l'aide nécessaire pour rendre les contrôles efficaces et rapides. Ils prêtent, notamment, leur concours pour empêcher les voyageurs soumis aux contrôles de quitter le train ou de circuler dans les voitures tant que les contrôles ne sont pas terminés. Par exception, ces contrôles s'effectuent dans les salles de visite

de la gare, lorsque l'administration intéressée l'estime indispensable.

2. Les contrôles prévus au paragraphe 1 du présent article ont lieu, en principe, dans l'ordre suivant:

- a) Contrôle de police du pays de sortie;
- b) Contrôle de douane et autres contrôles du pays de sortie;
- c) Contrôle de police du pays d'entrée; et
- d) Contrôle de douane et autres contrôles du pays d'entrée.

3. Le contrôle par les fonctionnaires et agents du pays d'entrée ne peut s'exercer que sur les parties du train déjà contrôlées par les fonctionnaires et agents du pays de sortie et ces derniers ne peuvent plus intervenir, dans les parties du train qu'ils ont libérées, sous réserve des dispositions particulières prévues dans les accords bilatéraux.

4. La durée des arrêts des trains internationaux dans la gare, nécessaire à l'exécution desdits contrôles, ne doit pas, en principe, dépasser quarante minutes, lorsque le train est de composition normale, soit de dix à douze voitures sans surcharge; elle est réduite le plus possible lorsque le train est de composition plus faible et, notamment, quand il s'agit d'un autorail.

5. Afin de permettre l'exécution des dispositions prévues au paragraphe 4 du présent article, les administrations des chemins de fer avisent, en temps opportun, les autorités compétentes des pays d'entrée et de sortie des modifications de fréquence, d'horaire et de composition des trains internationaux.

ARTICLE 7

Dans la mesure où le contrôle des changes est en vigueur sur le territoire des Parties contractantes, les opérations de contrôle de devises sont effectuées dans les délais prévus à l'article 6, paragraphe 4. Les autorités intéressées font tous leurs efforts pour organiser ces opérations de manière qu'il n'en résulte pas un dérangement supplémentaire pour les voyageurs.

ARTICLE 8

Les Parties contractantes établissent, sur chaque itinéraire important, des lignes téléphoniques directes pour le service ferroviaire entre les gares-frontière des pays limitrophes et prennent des mesures pour faciliter et accélérer les communications téléphoniques privées. Par accord bilatéral, la faculté d'établir des liaisons téléphoniques directes peut être étendue à d'autres services publics.

TITRE II

Contrôles de police et de douane en cours de route

ARTICLE 9

1. Les contrôles de police et de douane s'effectuent, dans toute la mesure du possible, pendant la marche des trains internationaux, pourvu que lesdits contrôles s'avèrent à la fois plus efficaces et plus avantageux pour les voyageurs:

- a) Dans tous les cas où les parcours de ces trains, effectués sans arrêt, soit avant, soit après la gare-frontière de chacun des deux pays limitrophes, laissent sur leur territoire un délai suffisant pour l'accomplissement des formalités nécessaires à ces contrôles; et
- b) A condition que les contrôles en cours de route aient pour résultat de réduire sensiblement la durée des arrêts de ces trains, soit dans les gares-frontière, soit dans la gare à contrôles juxtaposés.

2. Lorsque, pour accélérer les opérations de contrôle ou supprimer tout arrêt aux frontières, il est reconnu nécessaire d'autoriser les fonctionnaires et agents d'un pays limitrophe à monter dans les trains internationaux et à y exercer des contrôles sur le territoire de l'autre pays limitrophe, les autorités compétentes des deux pays déterminent dans un accord bilatéral les conditions dans lesquelles ces opérations sont effectuées.

3. Le contrôle des bagages enregistrés, pour autant qu'ils ne sont pas transportés sous le régime du transit international prévu à l'article 10, s'effectue, dans toute la mesure du possible, pendant la marche des trains internationaux, à condition que ce contrôle présente des avantages pour les voyageurs qui sont accompagnés de ces bagages.

4. Des arrangements conclus entre les administrations compétentes des Parties contractantes déterminent les modalités d'application des dispositions du présent article.

TITRE III

Transport international, sous régime de douane,
des bagages et des colis admis dans les trains
internationaux de voyageurs

ARTICLE 10

1. Afin d'éviter, en principe, la vérification des bagages enregistrés des voyageurs circulant en transit sur le territoire d'un pays, ainsi que des colis transportés en transit par les trains internationaux de voyageurs, les administrations des douanes et les autres administrations intéressées des Parties contractantes prennent, en accord avec les administrations des chemins de fer desdites Parties, des dispositions spéciales telles que le scellement du compartiment, du fourgon, des containers, des paniers ou des sacs qui renferment ces bagages, ou le scellement à nu des colis eux-mêmes, moyennant l'établissement préalable d'une déclaration-soumission internationale de douane.

2. En accord avec les administrations des chemins de fer des pays intéressés, les administrations des douanes et les autres administrations en cause desdits pays établissent, dans toute la mesure du possible, des bureaux dans les gares situées à l'intérieur du territoire de ces pays où le trafic international est particulièrement important, en vue de permettre le dédouanement et les autres contrôles des bagages enregistrés et des colis transportés par les trains de voyageurs, soit avant leur départ de ces gares, soit après leur arrivée dans lesdites gares. Le transport de ces bagages et colis, soit entre l'une de ces gares situées à l'intérieur du territoire d'un pays et la gare-frontière et vice versa, soit entre deux de ces gares intérieures de deux pays, peut s'effectuer sous le régime du transit international prévu au paragraphe 1 du présent article.

3. Les administrations des chemins de fer s'efforcent de faire procéder, dans toute la mesure du possible, au dédouanement et aux autres contrôles des bagages enregistrés et des colis transportés par les trains internationaux de voyageurs, avant le chargement à la gare de départ.

4. Si, aux gares-frontière, des colis ne peuvent être dédouanés et contrôlés dans les délais prévus à l'article 6, paragraphe 4, ils seront déchargés et le train ne sera pas retardé.

5. En vue de l'application des dispositions du présent titre:

- a) Les Parties contractantes reconnaissent, en principe, les scelléments de douane des autres Parties contractantes, sauf faculté, pour cha-

que administration des douanes, d'y ajouter son scellement propre, si elle l'estime indispensable;

- b) Les Parties contractantes adoptent, pour autant qu'il n'existe pas de système plus simple, le modèle de déclaration-soumission internationale de douane annexé à la présente Convention;
- c) La déclaration-soumission internationale de douane est imprimée en deux langues, le français et la langue du pays de départ; elle est établie, sauf exception, en deux exemplaires pour chaque pays;
- d) La déclaration de l'expéditeur est faite en caractères latins et dans la langue du pays de départ ou en français, l'administration des chemins de fer devant, le cas échéant, en faire la traduction; et
- e) Cette règle n'exclut pas la possibilité, pour les administrations des douanes et des chemins de fer qui le désirent, d'admettre l'usage d'autres langues pour les trafics intéressant exclusivement leurs pays.

6. Ce modèle de déclaration-soumission internationale de douane pourra être modifié suivant la procédure simplifiée prévue à l'article 16 de la présente Convention.

TITRE IV

Facilités de contrôle

ARTICLE 11

1. Les voyageurs utilisant le chemin de fer bénéficient de toutes les tolérances douanières qui sont accordées aux voyageurs franchissant les frontières par d'autres moyens de transport.

2. Les fonctionnaires et agents de contrôle prennent toutes les mesures nécessaires pour ne pas retarder un train à l'occasion de difficultés ou de contestations ne concernant qu'un petit nombre de voyageurs de ce train.

TITRE V

Clauses finales

ARTICLE 12

1. Après signature à la date de ce jour, la présente Convention sera ouverte à l'adhésion des pays participant aux travaux de la Commission économique pour l'Europe.

2. Les instruments d'adhésion, et, s'il y a lieu, de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général des Nations Unies qui les notifiera à tous les pays visés au paragraphe 1 du présent article.

ARTICLE 13

La présente Convention pourra être dénoncée au moyen d'un préavis de six mois donné au Secrétaire général des Nations Unies qui notifiera cette dénonciation aux autres Parties contractantes. À l'expiration de ce délai de six mois, la Convention cessera d'être en vigueur pour la Partie contractante qui l'aura dénoncée.

ARTICLE 14

1. La présente Convention entrera en vigueur lorsque trois des pays visés à l'article 12, paragraphe 1, en seront devenus Parties contractantes.

2. Elle prendra fin si, à un moment quelconque, le nombre des Parties contractantes est inférieur à trois.

ARTICLE 15

Tout différend entre deux ou plusieurs Parties contractantes touchant l'interprétation ou l'application de la présente Convention, que les Parties n'auraient pu régler par voie de négociation ou par un autre mode de règlement, pourra être porté, à fins de décision, à la requête d'une quelconque des Parties contractantes intéressées, devant une commission arbitrale, pour laquelle chaque partie au différend désignera un membre et dont le président, qui aura voix prépondérante, sera désigné par le Secrétaire général des Nations Unies.

ARTICLE 16

1. Au cas où une des Parties contractantes estimerait utile d'apporter des modifications au modèle de déclaration-soumission internationale de douane annexé à la présente Convention, elle fera parvenir sa proposition d'amendement au Secrétaire général des Nations Unies qui en communiquera le texte à tous les pays signataires ou adhérents.

2. L'amendement sera considéré comme entré en vigueur quatre-vingt-dix jours à dater de la communication prévue au paragraphe précédent, à moins que, avant l'expiration de ce délai, un tiers au moins des pays signataires ou adhérents n'aient signifié au Secrétaire général des Nations Unies qu'ils s'y opposent.

3. Le Secrétaire général des Nations Unies constatera l'entrée en vigueur des amendements à l'annexe et la notifiera à tous les pays signataires ou adhérents.

ARTICLE 17

1. L'original de la présente Convention sera déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies qui en transmettra une copie certifiée conforme à chacun des pays visés à l'article 12, paragraphe 1.

2. Le Secrétaire général est autorisé à enregistrer la présente Convention au moment de son entrée en vigueur.

Fait à Genève, en un seul exemplaire, en langues anglaise et française, l'un et l'autre textes faisant également foi, le dix janvier mil neuf cent cinquante-deux.

Pour la Belgique:

Sous réserve de ratification:

Baron F. de Kerchove.

Pour la France:

Sous réserve de ratification:

M. Louët.

Pour l'Italie:

Sous réserve de ratification:

Ing. Ferruccio Marin.

Pour le Luxembourg:

Sous réserve de ratification:

A. Clemang.

Pour les Pays-Bas:

Sous réserve de ratification:

W. L. de Vries.

Pour la Norvège:

Sous réserve de ratification:

John H. Pazal.

Pour la Suède:

Sous réserve de ratification:

Gösta V. Hall.

Pour la Suisse:

Sous réserve de ratification:

Tapernoux.

TRANSPORTS INTERNATIONAUX PAR CHEMINS DE FER

(Timbre à date de la gare expéditrice)

Convenção Internacional para facilitar a passagem das fronteiras aos viajantes e bagagens transportados por caminho de ferro

Os abaixo assinados, devidamente autorizados, Reunidos em Genebra, sob os auspícios da Comissão Económica da Europa,

A fim de facilitar a passagem das fronteiras aos viajantes e bagagens transportados por caminho de ferro, Convencionaram as disposições seguintes:

CAPÍTULO I

Criação e regime das estações fronteiriças de fiscalizações nacionais justapostas

ARTIGO 1

1. Nos itinerários ferroviários utilizados por correntes importantes de viajantes internacionais, que atravessam a fronteira de dois países limítrofes, as autoridades competentes desses países, quando não possam desempenhar de maneira satisfatória as suas funções durante a marcha dos comboios, estudarão conjuntamente a possibilidade de designar, de comum acordo, uma estação próxima da dita fronteira para nela darem execução às formalidades previstas pelas legislações dos dois países respeitantes à entrada e saída de viajantes e bagagens.

2. Quando dois países limítrofes designarem várias estações desta natureza ao longo da sua fronteira comum, estas estações ficarão situadas em número igual, tanto quanto possível, em cada lado da fronteira.

ARTIGO 2

1. Quando uma estação for designada de conformidade com o artigo 1, criar-se-á uma zona na qual os funcionários e agentes das administrações competentes do país limítrofe do território no qual estiver instalada essa estação (designado a seguir por «país limítrofe») serão autorizados a cumprir as formalidades referentes a passageiros que passem a fronteira num ou noutro sentido, às bagagens destes e aos volumes transportados pelos comboios internacionais de passageiros.

2. Esta zona compreende, em geral:

- a) Um sector determinado da estação;
- b) Os comboios de passageiros e a secção da via na qual esses comboios estacionem enquanto se efectuarem as formalidades mencionadas neste artigo;
- c) As porções de cais e vias determinadas pelas administrações competentes dos países interessados, em cada caso de comum acordo; e
- d) Os comboios de passageiros entre a estação e a fronteira do país limítrofe.

ARTIGO 3

A aplicação das leis e regulamentos do país limítrofe no interior da zona criada de conformidade com o artigo 2, assim como os poderes, direitos e obrigações próprios dos funcionários e agentes das administrações competentes desse país na referida zona, serão objecto de acordos bilaterais entre as autoridades competentes dos países interessados.

ARTIGO 4

1. As administrações competentes dos países interessados determinarão por acordos particulares os locais necessários aos serviços do país limítrofe no interior da dita zona, assim como as condições nas quais a administração dos caminhos de ferro do país em cujo território a estação estiver instalada fornecerá, para os

referidos locais, o mobiliário, iluminação, aquecimento, limpeza, ligações telefónicas, etc.

2. Os objectos necessários para o funcionamento dos serviços do país limítrofe serão importados em regime de importação temporária e reexportados com isenção de quaisquer imposições aduaneiras, sem prejuízo dos preceitos exigidos pelos regulamentos aduaneiros. As proibições ou restrições de importação ou exportação não serão aplicáveis a esses objectos.

ARTIGO 5

1. Os locais destinados aos serviços do país limítrofe, no interior da zona criada de conformidade com o artigo 2, poderão ser designados no exterior por uma inscrição e um emblema com as cores nacionais do referido país.

2. Os funcionários e agentes das administrações competentes do país limítrofe deverão usar o uniforme nacional ou a insígnia distintiva prescrita pelos regulamentos do referido país.

3. Os funcionários e agentes das administrações competentes do país limítrofe que tenham de deslocar-se à estação para a execução das obrigações previstas pela presente Convenção serão dispensados das formalidades de passaporte. A apresentação dos seus documentos oficiais bastará para justificar a sua nacionalidade, identidade e qualidade e a natureza das suas funções.

4. Os funcionários e agentes mencionados nos parágrafos 2 e 3 do presente artigo, no exercício das suas funções, receberão a protecção e assistência de que beneficiarem os funcionários e agentes correspondentes do país em cujo território a estação estiver instalada.

5. Poderão conceder-se isenções de impostos e taxas, pelos acordos bilaterais previstos no artigo 3, aos funcionários e agentes do país limítrofe residentes no país em cujo território a estação estiver instalada.

6. Os acordos bilaterais referidos no artigo 3 determinarão:

- a) O efectivo máximo de funcionários e agentes das administrações competentes do país limítrofe autorizados a exercer as suas funções na zona criada de conformidade com o artigo 2;
- b) As condições em que poderá pedir-se a sua retirada; e
- c) As condições em que podem ser portadores de armas e servir-se destas no exercício das suas funções no interior da referida zona.

ARTIGO 6

1. Todas as formalidades se efectuarão, em princípio, no interior das carruagens directas de intercirculação dos comboios internacionais, sempre que tais carruagens sejam utilizadas. Os funcionários e agentes dos caminhos de ferro prestarão o auxílio necessário para facilitar e abreviar essas formalidades. Em especial, colaborarão para impedir que os viajantes sujeitos às formalidades saiam do comboio ou circulem nas carruagens enquanto estas não tiverem terminado. Excepcionalmente, quando a administração interessada o considerar indispensável, as formalidades efectuar-se-ão nas salas de visita da estação.

2. As operações previstas no parágrafo 1 do presente artigo, em princípio, efectuar-se-ão na ordem seguinte:

- a) Fiscalização policial do país de saída;
- b) Verificação aduaneira e outras fiscalizações do país de saída;

- c) Fiscalização policial do país de entrada; e
- d) Verificação aduaneira e outras fiscalizações do país de entrada.

3. As formalidades a cumprir pelos funcionários e agentes do país de entrada só poderá efectuar-se nas partes do comboio já fiscalizadas pelos funcionários e agentes do país de saída, e estes já não poderão intervir nas partes do comboio que tiverem fiscalizado, salvo disposições particulares previstas nos acordos bilaterais.

4. A duração das paragens dos comboios internacionais na estação, necessária para a execução das formalidades aludidas, não deverá exceder quarenta minutos, em princípio, quando se tratar de comboios de composição normal, isto é, de dez a doze carruagens, sem sobrecarga; será reduzida o mais possível quando se tratar de comboios de composição menor e, em especial, quando se tratar de automotoras.

5. A fim de permitir a execução das disposições previstas no parágrafo 4 do presente artigo, as administrações dos caminhos de ferro, em tempo oportuno, avisarão as autoridades competentes dos países de entrada e saída das modificações de frequência, horário e composição dos comboios internacionais.

ARTIGO 7

Na medida em que a fiscalização de câmbios estiver em vigor no território das Partes Contratantes, as operações de verificação de cambiais serão efectuadas nos prazos previstos no artigo 6, parágrafo 4. As autoridades interessadas farão tudo quanto estiver ao seu alcance para organizar estas operações de maneira que delas não resulte incómodo suplementar para os viajantes.

ARTIGO 8

As Partes Contratantes, nos itinerários importantes, instalarão linhas telefónicas directas para o serviço ferroviário entre as estações fronteiriças dos países limítrofes e tomarão disposições para facilitar e acelerar as comunicações telefónicas particulares. A faculdade de estabelecer ligações telefónicas directas poderá tornar-se extensiva a outros serviços públicos, por acordo bilateral.

CAPÍTULO II

Fiscalizações policiais e verificações aduaneiras em viagem

ARTIGO 9

1. As fiscalizações policiais e verificações aduaneiras, tanto quanto for possível, efectuar-se-ão durante a marcha dos comboios internacionais, desde que essas operações se afigurem simultaneamente mais eficientes e mais vantajosas para os viajantes:

- a) Sempre que os percursos desses comboios, sem paragem, quer antes quer depois da estação fronteiriça de cada um dos dois países limítrofes, dêem tempo suficiente no seu território para o cumprimento das formalidades necessárias; e
- b) Desde que tais formalidades durante a marcha tenham o resultado de reduzir notavelmente a duração das paragens desses comboios, quer nas estações fronteiriças quer na estação comum de fiscalização.

2. Quando se reconhecer necessário, para acelerar as operações referidas ou suprimir qualquer paragem nas fronteiras, autorizar os funcionários e agentes de um país limítrofe a entrar nos comboios internacionais e dar cumprimento às formalidades necessárias nos mesmos

comboios e no território do outro país limítrofe, as autoridades competentes dos dois países determinarão por acordo bilateral as condições em que as mesmas deverão efectuar-se.

3. A verificação das bagagens registadas, desde que não sejam transportadas no regime de trânsito internacional previsto no artigo 10, efectuar-se-á durante a marcha dos comboios internacionais, tanto quanto for possível, desde que essa verificação apresente vantagens para os passageiros que viajam com essas bagagens.

4. As condições de aplicação das disposições do presente artigo serão estabelecidas por acordos entre as administrações competentes das Partes Contratantes.

CAPÍTULO III

Transporte internacional, em regime aduaneiro, de bagagens e volumes em comboios internacionais de passageiros

ARTIGO 10

1. A fim de evitar, em princípio, a verificação das bagagens registadas dos passageiros que circulem em trânsito no território dum país, assim como dos volumes transportados em trânsito pelos comboios internacionais de passageiros, as administrações das alfândegas e as outras administrações interessadas das Partes Contratantes, de acordo com as administrações dos caminhos de ferro das ditas Partes, tomarão disposições especiais, como a selagem do compartimento, furgão, *containers*, cestos ou sacos que contiverem as referidas bagagens, ou a selagem dos próprios volumes, mediante o estabelecimento prévio de uma declaração aduaneira internacional.

2. De acordo com as administrações dos caminhos de ferro dos países interessados, as administrações das alfândegas e as outras administrações em causa dos referidos países instalarão, na medida do possível, escritórios nas estações situadas no interior do território desses países nas quais o tráfego internacional seja particularmente importante, a fim de permitir o despacho e as outras verificações das bagagens registadas e dos volumes transportados pelos comboios de passageiros, quer antes da sua partida dessas estações, quer depois da sua chegada às referidas estações. O transporte dessas bagagens e volumes, quer entre uma dessas estações situadas no interior do território dum país e a estação fronteiriça e vice-versa, quer entre duas dessas estações interiores de dois países, poderá efectuar-se no regime de trânsito internacional previsto no parágrafo 1 do presente artigo.

3. As administrações dos caminhos de ferro, na medida do possível, esforçar-se-ão por proceder ao despacho e às outras verificações das bagagens registadas e dos volumes transportados pelos comboios internacionais de passageiros antes do carregamento na estação de partida.

4. Se nas estações fronteiriças não puderem alguns volumes ser despachados e verificados nos prazos previstos no artigo 6, serão descarregados e o comboio não será retido.

5. Para aplicação das disposições do presente capítulo:

- a) As Partes Contratantes reconhecem, em princípio, as selagens alfandegárias das outras Partes Contratantes, salva a faculdade de cada administração alfandegária lhes juntar a sua própria selagem, se o entender indispensável;
- b) As Partes Contratantes, enquanto não existir sistema mais simples, adoptarão o modelo de

declaração aduaneira internacional anexo à presente Convenção;

- c) A declaração aduaneira internacional será impressa em duas línguas, a francesa e a do país de partida; será estabelecida, salvo excepção, em dois exemplares por cada país;
- d) A declaração do expedidor será feita em caracteres latinos e na língua do país de partida ou em francês, devendo a administração dos caminhos de ferro proceder à sua tradução, quando for caso disso; e
- e) Esta regra não exclui a possibilidade de as administrações de alfândegas e de caminhos de ferro que o desejarem admitirem o emprego doutras línguas para os tráfegos que interessem exclusivamente os seus países.

6. Este modelo de declaração aduaneira internacional poderá ser modificado de conformidade com as regras de processo simplificado previstas no artigo 16 da presente Convenção.

CAPÍTULO IV

Facilidades de fiscalização

ARTIGO 11

1. Os viajantes que utilizarem o caminho de ferro beneficiarão de todas as tolerâncias alfandegárias concedidas aos viajantes que atravessam as fronteiras por outros meios de transporte.

2. Os funcionários e agentes de fiscalização tomarão todas as medidas necessárias para não reter um comboio quando surgirem dificuldades ou reclamações que apenas digam respeito a pequeno número de passageiros desse comboio.

CAPÍTULO V

Cláusulas finais

ARTIGO 12

1. Após assinatura no dia de hoje, a presente Convenção estará aberta à adesão dos países que participam nos trabalhos da Comissão Económica da Europa.

2. Os instrumentos de adesão e, quando for caso disso, os de ratificação serão depositados na Secretaria-Geral das Nações Unidas, que os comunicará a todos os países referidos no parágrafo 1 do presente artigo.

ARTIGO 13

A presente Convenção poderá ser denunciada mediante aviso prévio de seis meses transmitido ao secretário-geral das Nações Unidas, que comunicará essa denúncia às outras Partes Contratantes. Decorrido esse prazo de seis meses, a Convenção deixará de estar em vigor relativamente à Parte Contratante que a tiver denunciado.

ARTIGO 14

1. A presente Convenção entrará em vigor quando três dos países referidos no artigo 12, parágrafo 1, se tiverem tornado suas Partes Contratantes.

2. A presente Convenção caducará se em qualquer momento o número das Partes Contratantes for inferior a três.

ARTIGO 15

Qualquer divergência entre duas ou mais Partes Contratantes a respeito da interpretação ou aplicação da presente Convenção, que as Partes não tiverem podido regular por meio de negociação ou por qualquer outro modo de solução, poderá ser apresentada, para decisão, a pedido de qualquer das Partes Contratantes interessa-

das, a uma comissão de arbitragem, para a qual cada uma das Partes em divergência nomeará um membro e cujo presidente, que terá voto de qualidade, será designado pelo secretário-geral das Nações Unidas.

ARTIGO 16

1. No caso de uma das Partes Contratantes entender útil que se façam modificações no modelo de declaração aduaneira internacional anexo à presente Convenção, apresentará a sua proposta de emenda ao secretário-geral das Nações Unidas, que comunicará o respectivo texto a todos os países signatários ou aderentes.

2. A emenda será considerada em vigor decorridos noventa dias após a data da comunicação prevista no parágrafo precedente, a não ser que, antes de expirar esse prazo, pelo menos um terço dos países signatários ou aderentes tenha notificado o secretário-geral das Nações Unidas de que se opõe a essa emenda.

3. O secretário-geral das Nações Unidas verificará a entrada em vigor das emendas ao anexo e comunicá-la-á a todos os países signatários ou aderentes.

ARTIGO 17

1. O original da presente Convenção será depositado na Secretaria-Geral das Nações Unidas, que transmitirá uma cópia devidamente certificada desse original a cada um dos países referidos no artigo 12, parágrafo 1.

2. O secretário-geral das Nações Unidas fica autorizado a registar a presente Convenção no momento da sua entrada em vigor.

Feito em Genebra, num único exemplar, nas línguas inglesa e francesa, fazendo fé ambos os textos, aos dez de Janeiro de mil novecentos e cinquenta e dois.

Pela Bélgica:

Sob reserva de ratificação:

Barão F. de Kerchove.

Pela França:

Sob reserva de ratificação:

M. Louët.

Pela Itália:

Sob reserva de ratificação:

Engenheiro Ferruccio Marin.

Pelo Luxemburgo:

Sob reserva de ratificação:

A. Clemang.

Pelos Países Baixos:

Sob reserva de ratificação:

W. L. Vries.

Pela Noruega:

Sob reserva de ratificação:

John H. Paal.

Pela Suécia:

Sob reserva de ratificação:

Gösta V. Hall.

Pela Suíça:

Sob reserva de ratificação:

Tapernoux.

TRANSPORTES INTERNACIONAIS POR CAMINHO DE FERRO

9. Declaração do expedidor para o cumprimento das formalidades alfandegárias

(Carimbo datador da estação expedidora)

Decreto-Lei n.º 40 328

Usando da faculdade conferida pela 2.^a parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. É aprovada, para adesão, a Convenção Internacional para facilitar a passagem nas fronteiras das mercadorias transportadas por via férrea, assinada em Genebra em 10 de Janeiro de 1952, cujo texto, em francês e na respectiva tradução, é o seguinte:

Convention Internationale pour faciliter le franchissement des frontières aux marchandises transportées par voie ferrée

Les soussignés, dûment autorisés,
Réunis à Genève, sous les auspices de la Commission économique pour l'Europe,
Afin de faciliter le franchissement des frontières aux marchandises transportées par voie ferrée,
Sont convenus des dispositions suivantes:

TITRE I

Création et régime des gares-frontière à contrôles nationaux juxtaposés

ARTICLE PREMIER

1. Sur chacun des itinéraires ferroviaires utilisés par un courant important de marchandises et franchissant la frontière de deux pays limitrophes, les autorités compétentes de ces pays examinent conjointement la possibilité de désigner d'un commun accord une gare proche de ladite frontière, dans laquelle s'effectueraient utilement les contrôles prévus par la législation des deux pays en ce qui concerne l'entrée et la sortie de tout ou partie du trafic des marchandises.

2. Lorsque deux pays limitrophes désignent plusieurs gares de cette nature le long de leur frontière commune, ces gares sont situées, autant que possible, en nombre égal de chaque côté de ladite frontière.

3. A tous les points où l'installation de telles gares dans lesquelles les contrôles seraient effectués pour les deux sens du trafic n'est pas reconnue possible, les Parties contractantes examinent conjointement la possibilité de réunir utilement, dans chacune des deux gares encadrant la frontière, l'exécution des contrôles, dans l'une, pour un sens du trafic, dans l'autre, pour l'autre sens, en limitant au besoin l'effet de cette disposition aux marchandises acheminées par certains trains internationaux à marche accélérée.

ARTICLE 2

1. Chaque fois qu'une gare est désignée conformément à l'article premier, il est créé une zone dans laquelle les fonctionnaires et agents des administrations compétentes du pays limitrophe du territoire où cette gare est établie (appelé ci-après «le pays limitrophe») sont autorisés à effectuer les contrôles des marchandises franchissant la frontière dans l'un ou l'autre sens.

2. Cette zone comprend en général:

- a) Un secteur déterminé dans les emprises de la gare;
- b) Les trains de marchandises et la section de voie sur laquelle ces trains stationnent pendant toute la durée des opérations de contrôle; et
- c) Les trains entre la gare et la frontière du pays limitrophe.

ARTICLE 3

L'application, à l'intérieur de la zone créée conformément à l'article 2, des lois et règlements du pays limitrophe, ainsi que des pouvoirs, droits et obligations

propres, dans cette zone, aux fonctionnaires et agents des administrations compétentes de ce pays, font l'objet d'accords bilatéraux entre les autorités compétentes des pays intéressés.

ARTICLE 4

1. Les administrations compétentes des pays intéressés déterminent par des accords particuliers les locaux nécessaires aux services du pays limitrophe à l'intérieur de ladite zone, ainsi que les conditions dans lesquelles l'administration des chemins de fer du pays sur le territoire duquel la gare est établie fournit, pour lesdits locaux, le mobilier, l'éclairage, le chauffage, le nettoyage, les liaisons téléphoniques, etc.

2. Les objets nécessaires au fonctionnement des services du pays limitrophe sont importés à titre temporaire et réexportés en exonération de tous droits de douane et taxes, sous réserve de déclarations régulières. Les interdictions ou restrictions d'importation ou d'exportation ne s'appliquent pas à ces objets.

ARTICLE 5

1. Les locaux affectés aux services du pays limitrophe, à l'intérieur de la zone créée conformément à l'article 2, peuvent être désignés à l'extérieur par une inscription et un écusson aux couleurs nationales dudit pays.

2. Les fonctionnaires et agents des administrations compétentes du pays limitrophe doivent porter l'uniforme national ou le signe distinctif prescrit par les règlements dudit pays.

3. Les fonctionnaires et agents des administrations compétentes du pays limitrophe, appelés à se rendre dans la gare pour l'exécution des contrôles prévus par la présente Convention, sont dispensés des formalités de passeports. La production de leurs pièces officielles suffit à justifier de leur nationalité, de leur identité, de leur qualité et de la nature de leurs fonctions.

4. Les fonctionnaires et agents mentionnés aux paragraphes 2 et 3 du présent article reçoivent, dans l'exercice de leurs fonctions, la protection et l'assistance dont bénéficient les fonctionnaires et agents correspondants du pays sur le territoire duquel la gare est établie.

5. Des exonérations d'impôts et de taxes peuvent être consenties, par les accords bilatéraux prévus à l'article 3, aux fonctionnaires et agents du pays limitrophe résidant dans le pays sur le territoire duquel la gare est établie.

6. Les accords bilatéraux visés à l'article 3 détermineront:

- a) L'effectif maximum de fonctionnaires et agents des administrations compétentes du pays limitrophe autorisés à effectuer des contrôles dans la zone créée conformément à l'article 2;
- b) Les conditions dans lesquelles leur rappel peut être requis; et
- c) Les conditions dans lesquelles ils peuvent être porteurs de leurs armes et s'en servir dans l'exercice de leurs fonctions à l'intérieur de ladite zone.

ARTICLE 6

1. Les administrations des douanes et les autres administrations intéressées s'efforcent, par tous les moyens en leur possession, de réduire le plus possible la durée des contrôles douaniers et autres auxquels sont soumises les marchandises franchissant la frontière de leurs pays et plus spécialement en ce qui concerne:

Les wagons expédiés en grande vitesse;

Les transports en transit international;

Les marchandises périssables, les animaux vivants et autres marchandises qui requièrent impérativement le transport rapide;

Les marchandises acheminées par les trains internationaux à marche accélérée; et

Les transports massifs de marchandises pondéreuses par trains entiers.

2. Des délais maxima pour l'exécution des contrôles douaniers ou autres peuvent être fixés par les accords bilatéraux visés à l'article 3.

3. Afin de permettre l'exécution des dispositions prévues au paragraphe 1 du présent article, les administrations des chemins de fer avisent, en temps opportun, les autorités compétentes des pays d'entrée et de sortie des modifications de fréquence, d'horaire et de composition des trains internationaux.

TITRE II

Régime de transit international

ARTICLE 7

1. Afin d'accélérer tout particulièrement le contrôle des marchandises transportées sous le régime du transit international, les administrations des douanes et les autres administrations intéressées prennent, en accord avec les administrations des chemins de fer de leurs pays, les dispositions spéciales qui leur paraissent opportunes.

2. En accord avec les administrations des chemins de fer des pays intéressés, les administrations des douanes et les autres administrations en cause desdits pays établissent, dans toute la mesure du possible, des bureaux dans les gares situées à l'intérieur du territoire de ces pays où le trafic international est particulièrement important, en vue de permettre les opérations de contrôle et le dédouanement des marchandises soit avant leur départ de ces gares, soit après leur arrivée dans lesdites gares. Le transport de ces marchandises, soit entre l'une de ces gares situées à l'intérieur du territoire d'un pays et la gare-frontière et vice versa, soit entre deux de ces gares intérieures de deux pays, peut s'effectuer sous le régime du transit international prévu au paragraphe 1 du présent article.

3. En vue de l'application des dispositions du présent titre:

- a) Les Parties contractantes reconnaissent, en principe, les scelléments de douane des autres Parties contractantes, sauf faculté, pour chaque administration des douanes, d'y ajouter son scellement propre, si elle l'estime indispensable;
- b) Les Parties contractantes adoptent le modèle de déclaration-soumission internationale de douane annexé à la présente Convention;
- c) La déclaration-soumission internationale de douane est imprimée en deux langues, le français et la langue du pays de départ; elle est établie, sauf exception, en deux exemplaires pour chaque pays;
- d) La déclaration de l'expéditeur est faite en caractères latins et dans la langue du pays de départ ou en français, l'administration des che-

mins de fer devant, le cas échéant, en faire la traduction; et

- e) Cette règle n'exclut pas la possibilité, pour les administrations des douanes et des chemins de fer qui le désirent, d'admettre l'usage d'autres langues pour les trafics intéressant exclusivement leurs pays.

4. Ce modèle de déclaration-soumission internationale de douane pourra être modifié suivant la procédure simplifiée prévue à l'article 16 de la présente Convention.

TITRE III

Dispositions diverses

ARTICLE 8

1. Les heures de service du personnel des chemins de fer, des douanes et des autres administrations intéressées sont judicieusement adaptées à l'horaire des trains et aux nécessités de l'acheminement.

2. Les Parties contractantes adaptent, dans la mesure du possible, dans les gares-frontière et dans les gares à contrôles juxtaposées, les heures d'ouverture des bureaux de postes, télégraphes et téléphones à celles des bureaux de douane correspondants.

3. Les administrations des douanes et les autres administrations intéressées font, dans les gares à contrôles séparés, des efforts analogues à ceux définis à l'article 6, paragraphe 1, pour réduire le plus possible la durée des contrôles douaniers et autres.

ARTICLE 9

Les Parties contractantes établissent, sur chaque itinéraire important, des lignes téléphoniques directes pour le service ferroviaire entre les gares-frontière des pays limitrophes et prennent des mesures pour faciliter et accélérer les communications téléphoniques privées. Par accord bilatéral, la faculté d'établir des liaisons téléphoniques directes peut être étendue à d'autres services publics.

ARTICLE 10

Les administrations des douanes, les autres administrations intéressées et les chemins de fer prennent les mesures nécessaires pour faciliter l'exécution des contrôles sur les voies chaque fois que de telles mesures sont susceptibles de réduire les délais d'attente, à condition que ces contrôles offrent toutes les garanties suffisantes et ne présentent aucun danger pour le personnel.

ARTICLE 11

Les administrations des douanes, les autres administrations intéressées et les chemins de fer prennent les mesures nécessaires pour que la priorité soit accordée aux opérations de contrôle des marchandises périssables, notamment si elles franchissent les frontières sous le régime ininterrompu du transit international.

TITRE IV

Clauses finales

ARTICLE 12

1. Après signature à la date de ce jour, la présente Convention sera ouverte à l'adhésion des pays participant aux travaux de la Commission économique pour l'Europe.

2. Les instruments d'adhésion, et, s'il y a lieu, de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général

des Nations Unies qui les notifiera à tous les pays visés au paragraphe 1 du présent article.

ARTICLE 13

La présente Convention pourra être dénoncée au moyen d'un préavis de six mois donné au Secrétaire général des Nations Unies qui notifiera cette dénonciation aux autres Parties contractantes. À l'expiration de ce délai de six mois, la Convention cessera d'être en vigueur pour la Partie contractante qui l'aura dénoncée.

ARTICLE 14

1. La présente Convention entrera en vigueur lorsque trois des pays visés à l'article 12, paragraphe 1, en seront devenus Parties contractantes.

2. Elle prendra fin si, à un moment quelconque, le nombre des Parties contractantes est inférieur à trois.

ARTICLE 15

Tout différend entre deux ou plusieurs Parties contractantes touchant l'interprétation ou l'application de la présente Convention, que des Parties n'auraient pu régler par voie de négociation ou par un autre mode de règlement, pourra être porté, à fins de décisions, à la requête d'une quelconque des Parties contractantes intéressées, devant une commission arbitrale, pour laquelle chaque partie au différend désignera un membre et dont le président, qui aura voix prépondérante, sera désigné par le Secrétaire général des Nations Unies.

ARTICLE 16

1. Au cas où une des Parties contractantes estimerait utile d'apporter des modifications au modèle de déclaration-soumission internationale de douane annexé à la présente Convention, elle fera parvenir sa proposition d'amendement au Secrétaire général des Nations Unies qui en communiquera le texte à tous les pays signataires ou adhérents.

2. L'amendement sera considéré comme entré en vigueur quatre-vingt-dix jours à dater de la communication prévue au paragraphe précédent, à moins que, avant l'expiration de ce délai, un tiers au moins des pays signataires ou adhérents n'aient signifié au Secrétaire général des Nations Unies qu'ils s'y opposent.

3. Le Secrétaire général des Nations Unies constatera l'entrée en vigueur des amendements à l'annexe et la notifiera à tous les pays signataires ou adhérents.

ARTICLE 17

1. L'original de la présente Convention sera déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies qui en transmettra une copie certifiée conforme à chacun des pays visés à l'article 12, paragraphe 1.

2. Le Secrétaire général est autorisé à enregistrer la présente Convention au moment de son entrée en vigueur.

Fait à Genève, en un seul exemplaire, en langues anglaise et française, l'un et l'autre textes faisant également foi, le dix janvier mil neuf cent cinquante-deux.

Pour la Belgique:

Sous réserve de ratification:

Baron F. de Kerchove.

Pour la France:

Sous réserve de ratification:

M. Louët.

Pour l'Italie:

Sous réserve de ratification:

Ing. Ferruccio Marin.

Pour le Luxembourg:

Sous réserve de ratification:

A. Clemang.

Pour les Pays-Bas:

Sous réserve de ratification:

W. L. de Vries.

Pour la Norvège:

Sous réserve de ratification:

John H. Pazal.

Pour la Suède:

Sous réserve de ratification:

Gösta V. Hall.

Pour la Suisse:

Sous réserve de ratification:

Tapernoux.

TRANSPORTS INTERNATIONAUX PAR CHEMINS DE FER

• • •

• • •

Convenção Internacional para facilitar a passagem nas fronteiras das mercadorias transportadas por via férrea

Os abaixo assinados, devidamente autorizados, Reunidos em Genebra, sob os auspícios da Comissão Económica para a Europa,

A fim de facilitar a passagem nas fronteiras de mercadorias transportadas por via férrea,

Acordaram nas disposições seguintes:

TÍTULO I

Criação de estações fronteiriças para desembarço fiscal conjunto de mercadorias e seu regime

ARTIGO 1

1. Em cada um dos itinerários ferroviários utilizados por uma corrente importante de mercadorias que atravesse a fronteira de dois países limítrofes, as autoridades competentes desses países examinarão conjuntamente a possibilidade de designar, de comum acordo, uma estação próxima da referida fronteira onde se possam efectuar convenientemente as formalidades previstas pela legislação dos dois países, no que respeita à entrada e saída total ou parcial das mercadorias transportadas.

2. Quando dois países limítrofes designarem várias estações desta espécie ao longo da sua fronteira comum, o número de tais estações de cada lado da fronteira deverá ser, tanto quanto possível, igual.

3. Em todos os pontos onde a instalação de tais estações para o desembarço aduaneiro das mercadorias nos dois sentidos do tráfego for considerada impraticável, as Partes Contratantes examinarão conjuntamente a possibilidade de reunir convenientemente a execução desses serviços em cada uma das duas estações que enquadram a fronteira, numa para um sentido do tráfego e na outra para o sentido inverso, limitando esta disposição, se for necessário, às mercadorias transportadas por determinados comboios internacionais de marcha acelerada.

ARTIGO 2

1. Sempre que uma estação seja designada de acordo com o artigo 1, será criada uma zona na qual os funcionários e agentes dos serviços competentes do país limítrofe do território onde esta estação estiver instalada (indicada a seguir por «país limítrofe») serão autorizados a proceder ao exame das mercadorias que atravessem a fronteira em ambos os sentidos.

2. Em geral esta zona compreenderá:

- a) Uma determinada área no recinto da estação;
- b) Os comboios de mercadorias e a secção de via em que estes comboios estacionarem enquanto decorrem as formalidades necessárias; e
- c) Os comboios no percurso entre a estação e a fronteira do país limítrofe.

ARTIGO 3

A aplicação, dentro da zona criada de harmonia com o artigo 2, das leis e regulamentos do país limítrofe, assim como os poderes, direitos e obrigações atribuídos nesta zona aos funcionários e agentes dos serviços competentes desse país, constituirão assunto de acordos bilaterais entre as autoridades competentes dos países interessados.

ARTIGO 4

1. Os serviços competentes dos países interessados determinarão, por meio de acordos especiais, quais os locais necessários para os serviços do país limítrofe no interior da referida zona, assim como as condições em que os serviços dos caminhos de ferro em cujo território a estação estiver situada deverão fornecer mobiliário, iluminação, aquecimento, limpeza, ligações telefónicas, etc., para os ditos locais.

2. Os objectos necessários para o funcionamento dos serviços do país limítrofe serão importados em regime de importação temporária e reexportados com isenção de quaisquer direitos aduaneiros e taxas, mediante as declarações regulamentares. As proibições ou restrições de importação ou exportação não se aplicam a estes objectos.

ARTIGO 5

1. Os locais destinados aos serviços do país limítrofe, dentro da zona criada de acordo com o artigo 2, deverão ser assinalados exteriormente com uma legenda e um escudo com as cores nacionais desse país.

2. Os funcionários e agentes dos serviços competentes do país limítrofe deverão usar o fardamento ou o distintivo determinado pelos regulamentos desse país.

3. Os funcionários e agentes dos serviços competentes do país limítrofe nomeados para o desempenho das funções previstas na presente Convenção serão dispensados das formalidades de passaportes. A apresentação dos seus documentos oficiais será suficiente para provar a sua nacionalidade, identidade, categoria e a natureza das suas funções.

4. Os funcionários e agentes mencionados nos parágrafos 2 e 3 do presente artigo, no exercício das suas funções, receberão a protecção e assistência de que beneficiam os funcionários e agentes correspondentes do país em cujo território estiver situada a estação.

5. Os acordos bilaterais previstos no artigo 3 poderão conceder isenções de impostos e de taxas aos funcionários e agentes do país limítrofe que residam no país em cujo território a estação estiver situada.

6. Os acordos bilaterais a que se refere o artigo 3 determinarão:

- a) O efectivo máximo de funcionários e agentes dos serviços competentes do país limítrofe autorizados a proceder aos exames na zona criada de harmonia com o artigo 2;
- b) As condições em que poderá ser requisitada a sua chamada; e
- c) As condições em que poderão ser portadores de armas e usá-las no exercício das suas funções dentro da referida zona.

ARTIGO 6

1. Os serviços das alfândegas e outros serviços interessados deverão esforçar-se, por todos os meios ao seu alcance, por reduzir o mais possível a duração das formalidades aduaneiras e outras a que estão sujeitas as mercadorias que atravessem a fronteira dos seus países, especialmente no que se refere a:

Vagões expedidos em grande velocidade;
Transportes em trânsito internacional;
Mercadorias deterioráveis, animais vivos e outras mercadorias cujo transporte rápido seja essencial;

Mercadorias despachadas em comboios internacionais de marcha acelerada; e
Transportes maciços de mercadorias pesadas em comboios completos.

2. Os prazos máximos para execução das formalidades aduaneiras ou outras podem ser fixados nos acordos bilaterais a que se refere o artigo 3.

3. A fim de permitir a execução das disposições previstas no parágrafo 1 do presente artigo, os serviços dos caminhos de ferro avisarão as autoridades competentes dos países de entrada e de saída, na devida oportunidade, de quaisquer alterações de frequência, horário e composição dos comboios internacionais.

TÍTULO II

Regime de trânsito internacional

ARTIGO 7

1. Os serviços das alfândegas e outros serviços interessados, de acordo com os serviços dos caminhos de ferro dos respectivos países, tomarão as providências especiais que julgarem oportunas com o fim de acelerar, muito particularmente, o desembarço das mercadorias transportadas em regime de trânsito internacional.

2. De acordo com os serviços dos caminhos de ferro dos países interessados, os serviços das alfândegas e outros serviços em causa desses países instalarão, na medida do possível, postos nas estações situadas no interior do território dos mesmos países onde o tráfego internacional seja sensivelmente importante, a fim de permitir as operações de verificação e despacho das mercadorias, antes da partida destas estações ou depois da sua chegada às referidas estações. O transporte destas mercadorias, quer entre uma das estações situadas no interior do território de um país e a estação fronteira e vice-versa, quer entre duas das referidas estações interiores de dois países, pode ser feito no regime de trânsito internacional previsto no parágrafo 1 do presente artigo.

3. Para efeitos de aplicação das disposições do presente título:

- a) As Partes Contratantes reconhecerão, em princípio, as selagens da alfândega das outras Partes Contratantes, sob reserva da faculdade de cada serviço aduaneiro lhe apor o seu próprio selo, se o julgar indispensável;
- b) As Partes contratantes adoptarão o modelo de declaração internacional para a alfândega anexo à presente Convenção;
- c) A declaração internacional para a alfândega será impressa em duas línguas, a francesa e a do país de saída; a não ser que se determine o contrário, a declaração será feita em duplicado para cada país;
- d) A declaração do expedidor será preenchida com caracteres latinos e na língua do país de saída ou em francês, devendo os serviços dos caminhos de ferro fazer a tradução, se for necessário; e
- e) Esta norma não exclui a possibilidade de os serviços das alfândegas e dos caminhos de ferro que o desejarem admitirem o uso de outras línguas para os tráfegos que interessam exclusivamente aos seus países.

4. O referido modelo de declaração internacional para a alfândega poderá ser modificado conforme o processo simplificado indicado no artigo 16 da presente Convenção.

TÍTULO III

Disposições diversas

ARTIGO 8

1. As horas de serviço do pessoal dos caminhos de ferro, alfândegas e outros serviços interessados serão criteriosamente adaptadas ao horário dos comboios e às exigências do tráfego.

2. Nas estações fronteiriças e nas estações para desembarço fiscal conjunto, as Partes Contratantes adaptarão, na medida do possível, as horas de abertura das estações dos correios, telégrafos e telefones às das estações aduaneiras correspondentes.

3. Nas estações em que o desembarço fiscal se não faça em conjunto, os serviços das alfândegas e os outros serviços interessados deverão tomar medidas análogas aos indicados no artigo 6, parágrafo 1, para reduzir o mais possível a duração das formalidades aduaneiras e outras.

ARTIGO 9

As Partes Contratantes deverão instalar, em todos os itinerários importantes, linhas telefónicas directas para o serviço ferroviário entre as estações fronteiriças dos países limítrofes e tomar providências para facilitar e acelerar as comunicações telefónicas privadas. A faculdade de estabelecer ligações telefónicas directas pode, por acordo bilateral, tornar-se extensiva a outros serviços públicos.

ARTIGO 10

Os serviços das alfândegas, os outros serviços interessados e os caminhos de ferro deverão tomar as providências necessárias para facilitar o desembarço fiscal nos locais autorizados de estacionamento de vagões, sempre que tais providências sejam susceptíveis de reduzir os períodos de demora, contanto que o desempenho dos serviços ofereça as garantias suficientes à sua realização e não apresente perigo.

ARTIGO 11

Os serviços das alfândegas, os outros serviços interessados e os caminhos de ferro deverão tomar as providências necessárias para que seja concedida prioridade às operações do despacho das mercadorias deterioráveis, principalmente se elas atravessarem as fronteiras em regime ininterrupto de trânsito internacional.

TÍTULO IV

Cláusulas finais

ARTIGO 12

1. Depois de assinada na data de hoje, a presente Convenção ficará aberta para adesão dos países que participem nos trabalhos da Comissão Económica para a Europa.

2. Os instrumentos de adesão e, eventualmente, de ratificação ficarão depositados junto do secretário-geral das Nações Unidas, que os notificará a todos os países a que se refere o parágrafo 1 do presente artigo.

ARTIGO 13

A presente Convenção poderá ser denunciada mediante aviso prévio de seis meses dirigido ao secretário-geral das Nações Unidas, que notificará a denúncia às outras Partes Contratantes. Findo o prazo de seis

meses, a Convenção deixará de estar em vigor para a Parte Contratante que a tiver denunciado.

ARTIGO 14

1. A presente Convenção entrará em vigor quando três dos países a que se refere o artigo 12, parágrafo 1, se tiverem tornado suas Partes Contratantes.

2. Ela cessará se, em qualquer ocasião, o número de Partes Contratantes for inferior a três.

ARTIGO 15

Qualquer divergência entre duas ou mais Partes Contratantes respeitante à interpretação ou aplicação da presente Convenção, que as Partes não tenham podido resolver por meio de negociação ou de qualquer outro modo, poderá ser apresentada, para efeitos de decisão, a pedido de qualquer das Partes Contratantes interessadas, a uma comissão arbitral, para a qual cada uma das Partes na divergência nomeará um membro e cujo presidente, que terá voto de desempate, será designado pelo secretário-geral das Nações Unidas.

ARTIGO 16

1. No caso de uma das Partes Contratantes julgar conveniente introduzir modificações no modelo de declaração internacional para a alfândega anexo à presente Convenção, ela deverá enviar a sua proposta de emenda ao secretário-geral das Nações Unidas, o qual comunicará o respectivo texto a todos os países signatários ou aderentes.

2. A emenda será considerada em vigor noventa dias após a data da comunicação prevista no parágrafo anterior, a não ser que, antes de expirar este prazo, um terço, pelo menos, dos países signatários ou aderentes tenham manifestado ao secretário-geral das Nações Unidas a sua oposição à emenda.

3. O secretário-geral das Nações Unidas registrará a entrada em vigor das emendas ao anexo e notificá-la-á a todos os países signatários ou aderentes.

ARTIGO 17

1. O original da presente Convenção será depositado junto do secretário-geral das Nações Unidas, o qual enviará uma cópia, conforme o original, a cada um dos países a que se refere o artigo 12, parágrafo 1.

2. O secretário-geral fica autorizado a registar a presente Convenção no momento da sua entrada em vigor.

Feito em Genebra, em um único exemplar, nas línguas inglesa e francesa, cujos dois textos são igualmente autênticos, aos dez de Janeiro de mil novecentos e cinquenta e dois.

Pela Bélgica:

Sob reserva de ratificação:

Barão F. de Kerchove.

Pela França:

Sob reserva de ratificação:

M. Louët.

Pela Itália.

Sob reserva de ratificação:

Engenheiro Ferruccio Marin.

Pelo Luxemburgo:

Sob reserva de ratificação:

A. Clemang.

Pelos Países Baixos:

Sob reserva de ratificação:

W. L. de Vries.

Pela Noruega:

Sob reserva de ratificação:

John H. Pazal.

Pela Suécia:

Sob reserva de ratificação:

Gösta V. Hall.

Pela Suíça:

Sob reserva de ratificação:

Tapernoux.

ANEXO

TRANSPORTES INTERNACIONAIS POR CAMINHO DE FERRO

1. Declaração Internacional para a alfândega

2. * O caminho de ferro de ..., representado por ...

* O abaixo assinado ..., procurador dos caminhos de ferro ...

apresenta em trânsito as mercadorias descritas no verso e compromete-se a tornar a apresentá-las no prazo de ... dias, com os selos aduaneiros intactos, no posto da alfândega de ...

...(data).

3. Posto da alfândega

N.º ...

4. Selos apostos ou reconhecidos

Vagão n.º ...

... (data)

O Agente Aduaneiro,

...

Chancela

5. Nós, abaixo assinados, agentes da alfândega do posto de ..., certificamos que as mercadorias indicadas no verso nos foram reapresentadas com os selos intactos.

... (data)

6. Destino dado às mercadorias * Vistas passar para o estrangeiro ...
Embarcadas no navio ...
Entradas no entreposto de ...
Declaradas em retalho ...

... (data)

7. Foi dada quitação n.º ... dos compromissos tomados.

Chancela

8. Observações (transbordo, ruptura de selos, etc.) ...

* Riscar a indicação inútil.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 7 de Outubro de 1955. — FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — *António de Oliveira Salazar — Marcello Caetano — Fernando dos Santos Costa — Joaquim Trigo de Negreiros — João de Matos Antunes Varela — António Manuel Pinto Barbosa — Américo Deus Rodrigues Thomaz — Paulo Arsénio Viríssimo Cunha — Eduardo de Arantes e Oliveira — Raul Jorge Rodrigues Ventura — Francisco de Paula Leite Pinto — Ulisses Cruz de Aguiar Cortês — Manuel Gomes de Araújo — Henrique Veiga de Macedo.*

9. Declaração do expedidor para efeitos de cumprimento das formalidades da alfândega

10. Destinatário (nome e endereço).

11. País de origem da mercadoria ...

12. País de destino da mercadoria ...

Marcas e números dos volumes ou do vagão	Número de volumes	Natureza dos volumes (caixas, sacos, etc.)	Natureza da mercadoria	Peso bruto	Peso líquido ou outras medidas (litros, superfícies, etc.)	Valor (em moeda do país de saída)	Observações
13	14	15	16	17	18	19	20

21. Outras informações prestadas pelo expedidor (estação que deve executar as formalidades, regime aduaneiro sob o qual deve ser declarada a remessa, documentos juntos e seu número, etc.) ...

22. Expedidor (nome e endereço) ..., local ..., data ...

23. Número da expedição ...

24. Quantidade e características dos primeiros selos aduaneiros apostos:

(Carimbo datador da estação expedidora)

...
...

